

Revue québécoise de droit international
Quebec Journal of International Law
Revista quebequense de derecho internacional



Mot de présentation des rédacteurs invités

Denis Racicot, Javier Mariezcurrena et Juan E. Méndez

Volume 11, numéro 1, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1100687ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1100687ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de droit international

ISSN

0828-9999 (imprimé)

2561-6994 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Racicot, D., Mariezcurrena, J. & Méndez, J. E. (1998). Mot de présentation des rédacteurs invités. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 11(1), V–XVII. <https://doi.org/10.7202/1100687ar>

Mot de présentation

Revue québécoise de droit international

Numéro spécial présenté à l'occasion du
cinquantième anniversaire de la

Déclaration américaine des droits et des devoirs de l'homme

Denis Racicot*
Avocat, Montréal
Rédacteur invité

Javier Mariezcurrena**
Juan E. Méndez***
Institut interaméricain des Droits de l'Homme
San Jose de Costa Rica
Rédacteurs invités

Pour marquer à son tour le cinquantenaire de la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, la *Revue québécoise de droit international* est heureuse de présenter à ses lecteurs ce numéro spécial, le numéro un de son onzième volume. La *Déclaration américaine* — qui est antérieure d'environ huit mois à la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* — a joué dans le monde entier un rôle de pionnier quant à la protection internationale des droits.

* Avocat, actuellement étudiant en Maîtrise en Droit International à la Faculté de science politique et de sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Ancien Coordonnateur de la Section des Affaires Juridiques et du Renforcement Institutionnel (SAJRI) et Chef de l'Unité Commission de Vérité, Mission Civile Internationale en Haïti (OEA-ONU, MICIVIH). M. Racicot a aussi servi comme Consultant et Expert en droits de l'homme pour l'Institut Interaméricain des Droits de l'Homme (IIDH) (San Jose, Costa Rica) au Guatemala; pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Programme de la Bolivie, conjointement avec le Centre pour les Droits de l'Homme des Nations Unies, Genève, Suisse; pour le PNUD, Programme El Salvador, pour le compte du Groupe Conjoint d'enquête sur les groupes armés illégaux avec motivation politique; pour le Centre International des Droits de la Personne et du Développement Démocratique, Montréal, Canada. M. Racicot a aussi servi comme Coopérant pour le Service Universitaire Canadien Outre-mer, CUSO, à titre de Directeur-exécutif adjoint auprès de l'Institut des Droits de l'Homme «Segundo Montes» (IDHUCA) de l'Université Centroaméricaine José Simeón Cañas, UCA, San Salvador, El Salvador. Enfin M. Racicot est détenteur d'une bourse d'Excellence du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, FCAR, et a déjà obtenu dans le passé une bourse d'Excellence de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI).

** Argentino, abogado, ex Coordinador del Diagnóstico al Sistema Penitenciario de Guatemala, ex-Consultor de la Misión de las Naciones Unidas para la Verificación de los Derechos Humanos en Guatemala -MINUGUA- en el Programa de Apoyo a la Reforma Legal, actualmente, Asesor de la Dirección Ejecutiva del Instituto Interamericano de Derechos Humanos.

*** Argentino, abogado, ex Director Ejecutivo del Instituto Interamericano de Derechos Humanos, ex Director Ejecutivo de Americas Watch, ex Director Jurídico de Human Rights Watch, Profesor de Derecho Internacional de los Derechos Humanos en la Universidad de Georgetown y en el en Programa de Verano de la Universidad de Oxford. Actualmente es Profesor en la Facultad de Derecho en la Universidad de Notre Dame, Director del Centro por los Derechos Civiles y Humanos (Center for Civil and Human Rights) y miembro electo de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos.

C'est par ailleurs en 1999, rappelons-le, que la *Convention américaine relative aux droits de l'homme* a atteint sa trentième année, que la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme a franchi le cap de ses quarante ans, et que la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme, celui de ses vingt ans. Cette Cour, on le sait, est le tribunal chargé de la protection de tous ces droits. Et, raison de plus pour célébrer, les cinquante dernières années ont porté d'autres fruits encore: une doctrine riche et une fructueuse élaboration juridique ont vu le jour au cours de cette période dans l'hémisphère occidental en général, pour ce qui est du droit interne de nos pays tout autant qu'au sein d'organisations autonomes de la société civile vouées à la défense de la dignité innée de la personne.

Évidemment, le dernier demi-siècle n'a pas, du seul fait de son passage, suffi à garantir que les droits de l'homme soient pleinement reconnus aujourd'hui dans nos pays. Au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, dans notre hémisphère, de dures vagues de violations massives et systématiques des droits, marquées par des exécutions extra-judiciaires, des disparitions forcées de personnes et des tortures ont accompagné des conflits armés et des coups d'État militaires. Bien qu'en ce moment, presque tous les gouvernements latino-américains — et aussi ceux des Caraïbes — soient nés de la volonté populaire librement exprimée lors d'élections, des violations endémiques des droits humains se produisent encore dans les prisons, ou résultent de la violence policière, ou de l'existence d'armées privées levées en vue de résoudre les conflits portant sur la propriété des terres; violations encore des droits des femmes, de ceux des enfants et des adolescents, tout autant que de ceux — discrimination en tête de liste — des peuples indigènes et des minorités afro-américaines, entre autres.

On ne peut certainement pas dire que le système interaméricain de protection supranationale des droits, qui a son origine dans la *Déclaration* adoptée lors de la Conférence de Bogota en avril 1948, soit fermement enraciné dans les traditions juridiques du continent. Ainsi, en 1998, Trinité et Tobago ont dénoncé la *Convention américaine relative aux droits de l'homme*; c'était le premier cas où un instrument multilatéral de ce genre était dénoncé en sa totalité par un État. Plus récemment, le Pérou a tenté de retirer sa déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour interaméricaine à administrer des cas contentieux, et a voulu que ce nouvel acte entre immédiatement en vigueur. Ce pays a même annoncé sa décision de ne pas tenir compte des sentences de la Cour prononcées avant la promulgation de cet acte unilatéral. Ces décisions malheureuses et inopportunes des États concernés ont déclenché un débat dur et passionné parmi les intéressés. Même si, dans le cas du Pérou, la Cour interaméricaine vient très récemment de déclarer ce retrait invalide, et comme le thème est d'une grande importance quant à ses conséquences et ses répercussions pour le futur du système de protection comme tel et pour la mise en oeuvre effective des droits de l'homme sur le continent, la *Revue québécoise de droit international* est prête à poursuivre le débat et ouvrira ses pages à tous ceux que la question intéresse et qui sont désireux de faire partager un point de vue scientifique sur cette matière cruciale.

En tout état de cause, nos pages témoignent de quelques-uns des aspects de la crise du système de protection des droits. Le Dr. Gros Espiell nous le rappelle bien

avec un commentaire sur la portée et les limites des deux *Déclarations*, l'universelle et l'américaine, même si toutes deux ont joué un rôle historique à leur époque. L'article que signe le Secrétaire général de la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme, Son Excellence l'ambassadeur Jorge Taiana, aborde le thème de la *promotion* de ces droits. Certains représentants des États qui auraient préféré que la Commission fasse *moins de protection* ont insisté en particulier sur l'étendue des responsabilités de la Commission dans la sphère de la promotion de ces droits. L'article de Mme Elizabeth Spehar fait le point sur un sujet dont on discute à l'Organisation des États américains (OÉA) depuis le jour de sa création, il y a cinquante ans: la démocratie devrait-elle être, pour un État, une condition d'appartenance à cet organisme régional? Le texte de Mme Carol Hilling constitue une analyse du statut de la *Déclaration* en droit international, question indissolublement liée à l'efficacité même du système.

Nous avons souhaité cependant que notre numéro spécial s'attache de manière plus exhaustive à la problématique particulière de notre région du monde quant à des problèmes fondamentaux en matière de droits; c'est pour cette raison que nous avons pensé à y inclure certains travaux reliés à des thèmes qui, en ce moment, accaparent toute l'attention dans notre discipline. Les violations massives et systématiques des droits qui furent notre lot, et l'utilisation de subterfuges légaux — par des gouvernements démocratiques — pour se délester de toute responsabilité en ce qui a trait à la mise en marche de procès relativement à de tels crimes est peut-être un signe de la faiblesse de la démocratie en nos pays. C'est peut-être aussi, quoique cela semble un peu paradoxal, la preuve qu'il s'agit d'un terrain où la société civile a réussi à imposer son ordre du jour en vue d'objectifs de Vérité et de Justice, assises d'un futur plus démocratique. L'article de M. Rodolfo Mattarollo enrichit la doctrine consacrée à l'illégalité des lois d'impunité. Justement, et malgré un contexte de graves violations des droits par tous les acteurs impliqués dans les conflits, c'était précisément dans le but de contrer l'impunité que la communauté internationale a cherché des formules qui permettraient à l'Amérique Centrale d'atteindre à la paix grâce à la justice. En ce domaine, M. Pedro Nikken fut plus qu'un observateur; la vision qu'il nous propose de la façon de rendre effectifs les droits de l'homme dans de telles conditions est celle d'un homme activement engagé dans ce processus.

La lutte qui vise à obtenir que nos démocraties dépassent leurs insuffisances est fondamentalement une lutte en faveur de l'État de droit, auquel il faut pouvoir arriver grâce à la création et au perfectionnement des institutions de l'État; leur affaissement actuel a quelque chose de scabreux. L'étude que présente M. Miguel Sarre couvre tous les problèmes qui nous assaillent sur ce terrain: les failles dans l'administration de la justice, l'insécurité des citoyens, l'état pitoyable des prisons. Le devoir de garantie que les États contractent en souscrivant aux instrument multilatéraux relatifs aux droits humains ne peut s'accomplir que par le biais d'institutions qui puissent satisfaire aux besoins urgents dont on connaît l'existence en matière de protection nationale des droits.

Notre numéro spécial devait refléter aussi la lutte menée en faveur de groupes moins favorisés, pour lesquels il faut obtenir des outils de combat plus

efficaces contre la discrimination fondée sur le sexe ou sur l'origine raciale. Mme Rebecca Cook présente une étude suggérant une meilleure utilisation du système interaméricain dans le but de faire avancer la cause de la pleine égalité des femmes. M. Rodolfo Stavenhagen, pour sa part, traite du nouveau droit des autochtones et de l'incorporation de celui-ci au droit interne des États autant qu'à l'enrichissement de la doctrine des droits de l'homme au plan universel. C'est par cette voie que les peuples arrivent à vaincre le cercle vicieux de l'exclusion sociale et politique qui, malheureusement, est la principale caractéristique de cette fin de siècle en Amérique latine. La validité effective des droits économiques, sociaux et culturels est, nous semble-t-il, un instrument clef de la lutte contre l'exclusion dans la mesure où nous croyons résolument qu'il s'agit de droits véritables et non de simples aspirations, à respecter ou pas, au gré du climat économique du moment. C'est forte d'une expérience de plusieurs années dans la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels que Mme Ligia Bolivar nous offre une analyse de la question; à son action spécifique fondée sur une vision de genre, s'allie une optique qui provient de la société civile.

C'est un honneur pour la *Revue québécoise de droit international* d'éditer, conjointement avec l'Institut interaméricain des Droits de l'Homme, ce numéro spécial commémoratif. C'est aussi un point saillant, objet d'une fierté toute spéciale, que l'Institut interaméricain des Droits de l'Homme, une institution jouissant d'une réputation prestigieuse et internationalement reconnue dans le domaine de la promotion des droits de l'homme par l'éducation, ait accepté l'invitation de la Revue. Pour les deux institutions, cette entreprise constitue à n'en pas douter un défi permettant d'explorer des avenues inédites de collaboration. Pour l'Institut interaméricain des Droits de l'Homme, ce projet offre une opportunité de s'insérer dans le débat académique sur les perspectives futures de notre discipline. Pour la *Revue québécoise de droit international*, il constitue une occasion unique d'amorcer une coopération institutionnelle fructueuse dans l'espace régional.

Avec le présent numéro, et pour concrétiser cette fenêtre ouverte sur l'ensemble du continent, la *Revue québécoise de droit international* a adopté, comme le lecteur assidu pourra le constater, un style et un format scientifique plus flexible de publication. De plus, pour être en mesure de donner la parole à des interlocuteurs de premier plan de tout l'espace régional, la Revue a choisi de publier, pour la première fois de son histoire, dans trois des langues les plus courantes des Amériques, situation qui réjouit l'Institut interaméricain.

La *Revue québécoise de droit international* et l'Institut interaméricain des Droits de l'Homme remercient chaleureusement les collaborateurs qui ont si généreusement accepté de proposer, en dépit d'un très court préavis, des contributions de grande qualité, remises en temps opportun. Sans aucun doute, ce numéro spécial enrichira le débat dans toutes les Amériques.

L'équipe de la *Revue québécoise de droit international* et celle de l'Institut interaméricain des Droits de l'Homme souhaitent que les lecteurs apprécient autant ce numéro spécial qu'elles ont elles-mêmes pris de plaisir à le préparer. Leur premier but était d'ouvrir une fenêtre sur la riche expérience latino-américaine des cinquante

dernières années dans le domaine du droit international, puis de porter un regard lucide sur les difficultés qui persistent, mais plus encore sur les solutions qui apparaîtront vraisemblablement au cours du prochain demi-siècle, au profit des générations futures.

*Quebec Review of International Law*Special Memorial Edition for the 50th Anniversary of the
American Declaration on the Rights and Duties of Man

Denis Racicot
Lawyer, Montreal
Guest editor

Javier Mariezcurrena
Juan E. Méndez
Inter-American Institute of Human Rights
San Jose de Costa Rica
Guest editors

With this special edition of the *Quebec Review of International Law* (RQDI), we commemorate the fiftieth anniversary of an instrument which pioneered the international protection of human rights on a global scale. We refer to the *American Declaration on the Rights and Duties of Man*, which preceded in 1948 the *Universal Declaration on Human Rights* by almost eight months. We should keep in mind that the year 1999 is also an opportunity to celebrate the thirtieth anniversary of the *American Convention on Human Rights*, the fiftieth years since the establishment of the Inter-American Commission on Human Rights (ICHR) and the twentieth years of existence of the Inter-American Court on Human Rights (IACHR). Furthermore, we could celebrate the fact that these fifty years have resulted in a fruitful juridical and doctrinal elaboration in domestic law within each of our countries across the Western Hemisphere and also in a strong development of independent organizations of civil society to defend the inherent dignity of each human being.

Obviously, though half a century has passed, it cannot be claimed that human rights are fully in force today in our countries. Indeed, in recent decades of the 70s and 80s, we have endured a painful wave of massive and systematic human rights violations in the form of the extra-judicial executions, forced disappearances of persons, and torture brought by armed conflicts just as by military coups. Even today, though almost all the Latin American and Caribbean governments are generated by the will of the people expressed freely through elections, the endemic violations of human rights continue in our prisons, in police violence, in the existence of private armies for conflicts over the property of land, against women, children and adolescents, and in racial discrimination suffered by Indigenous peoples and Afro-American minorities among many others.

It is not even possible to argue that the supranational Inter-American system for the protection of human rights, originating from the American Declaration adopted in Bogotá in 1948, is firmly rooted in the legal traditions of this continent. In 1998, Trinidad and Tobago denounced the *American Convention on Human Rights* - the first ever case of a state renouncing a multilateral instrument of this nature in its entirety. Even more recently, Peru attempted to withdraw its submission to the jurisdiction of the Inter-American Court of Human Rights in contentious cases, expecting the "de-ratification" to become effective immediately, and announcing its

intention not to respect prior sentences of the court in a unilateral act. These unfortunate and inopportune state decisions inspired hard and passionate debate among those involved. Though, in the case of Peru, the IACHR has now formally opined upon the invalidity of the proposed withdrawal. However, due to the critical importance of this issue and its potential consequences and impact on the future of the Inter-American system for the protection of human rights and the effective monitoring of violations of those rights on the continent, the RQDI offers to dedicate future space within its pages for interested writers to advance scientific and legal perspectives on this crucial issue.

Anyhow, certain aspects of the crisis in our system of protection appear within these pages. Dr. Hector Gros Espiell reminds us of this reality with a commentary on the achievements and limitations of both *Declarations*, the Universal and American one, in spite of the important historical roles played by both in their time. The article by the Executive Secretary of the ICHR, Ambassador Jorge Taiana, touches upon the theme of promotion of human rights. Indeed, certain state representatives within the Organization of American States, OAS, who would have preferred to see the ICHR undertake less action to protect human rights, have therefore insisted on the Commission's responsibilities in the sphere of "promotion". Elizabeth Spehar's article also updates us on a subject present in the OAS since its inception 50 years ago, namely the respect of the basic principles of democracy as a requirement for state membership in the regional organization. Carol Hilling then contributes with an analysis of the Declaration's legal status in international law, a matter fundamentally linked to the system's effectiveness as such.

However this issue pretends to embrace more extensively some of the overall problems concerning fundamental human rights within the region, and for this reason we have included works on subjects that, as of today, are still of much concern to our discipline. First we propose to take a glance at the legacy of massive and systematic human rights violations of the past, and the use by democratic governments of legal subterfuges to evade responsibility to judge such crimes. This trend may be a sign of the inadequacy of our democracies in the region. But it may also represent a field where our civil society has succeeded to impose an agenda of Truth and Justice which helps in the building up of a more democratic future. The article of Rodolfo Mattarollo is a doctrinal contribution to the illegality of laws of impunity. To put an end to impunity was, precisely, one of the objectives of the international community in its search for formulas which would allow Central America to achieve peace with justice, even in a context of continuous grave breaches of laws of war by all the sectors involved in those internal conflicts within the region. Pedro Nikken, more than a mere observer, was a privileged actor in these efforts and he is offering us his vision of how to make real human rights protection under such circumstances.

The struggle to overcome the weaknesses of our democracies is, fundamentally, a struggle to make prevail the rule of law by virtue of the creation of new state's institutions or the strengthening of those whose role in the defense of citizens has completely faded. Miguel Sarre's study covers all the problems that we

are suffering in this field: failures in the administration of justice, the citizens' continuing lack of safety, and the calamitous state of our prisons. The duty of guarantee contracted by a state upon signature and ratification of multilateral human rights instruments is exercised through institutions ready to do what's needed about urgent necessities in terms of domestic protection of rights.

We also wished to reflect the situation of the struggles of less privileged sectors to secure a better set of tools in order to fight against race- or gender-based discrimination. Rebecca Cook offers us a study about the best methods of using the Inter-American system to move towards full equality for women. Rodolfo Stavenhagen's commentary is dealing with the new law of indigenous peoples and its incorporation both into domestic law and into the enrichment of the universal doctrine of human rights. This way, our peoples manage to break the vicious circle of social and political exclusion which is lamentably the principal characteristic of the finite secularity of Latin American democracy. An effective application of economic, social and cultural rights is, in our view, a key instrument in the struggle against exclusion to the extent that we are serious with ourselves about the fact that those rights are indeed rights and not simple aspirations to be accomplished upon convenience depending on the economic trends of the moment. In this sense, Ligia Bolivar contributes, in this issue, her years of experience in the promotion and protection of economic, social and cultural rights from the perspective of civil society and within the framework of a gender vision.

It is an honor for the RQDI to have co-edited this special commemorative volume all together with the Inter-American Institute of Human Rights (IIDH). It is also a landmark of a very special pride the fact that the IIDH, an institution of prestigious reputation and international renown in the field of promotion of human rights through education, has accepted the Review's invitation. For both institutions, this joint venture is a real challenge opening up possibilities to explore unusual avenues. If it can be said that this project offered the IIDH an opportunity to venture into the academic debate on future perspectives of our discipline, for the RQDI it is a unique occasion to initiate a fruitful institutional co-operation in the regional space towards new horizons.

With the present Special Edition, in order to crystallize this window opened upon the region's debates, the RQDI has adopted, as our regular readers will be able to notice, a more flexible publishing style and format in terms of commentaries and articles addressing the issues. Furthermore, to allow the possibility to RQDI to let the floor to the highest quality of writers from the entire continent, the RQDI is publishing for the first time in its history in three of the major languages of the Americas, situation which the IIDH is proud to be associated with.

Neither the RQDI nor the IIDH would like to end this introduction without saying how grateful they are with all the writers who have generously accepted to participate, yet on a very short notice, with contributions of very high quality delivered on time. Without any doubt this special endeavor will enrich the debate throughout America.

We hope that the readers will appreciate this special edition as much as we have done it ourselves as we were working altogether. We hope that we succeeded in bringing this window upon the richness of Latin American experiences over the last fifty years, with a glance towards contemporary problems but, more fundamentally, a glance towards the solutions of the next fifty years for future generations.

Revista Quebequense de Derecho Internacional

Edición Especial Conmemorativa del 50° Aniversario de la
Declaración Americana de Derechos y Deberes del Hombre

Denis Racicot
Abogado, Montréal
Editor

Javier Mariezcurrena
Juan E. Méndez
Instituto Interamericano de Derechos Humanos
San Jose de Costa Rica
Editores

Con esta edición especial de la RQDI conmemoramos el Cincuentenario de un instrumento pionero en la protección internacional de los derechos humanos en todo el mundo, la *Declaración Americana de Derechos y Deberes del Hombre* que antecede a la *Declaración Universal* en unos ocho meses, en 1948. También es la oportunidad para festejar que este año se cumplen treinta años de la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*, cuarenta años desde el establecimiento de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos y veinte de la Corte Interamericana. Pero además, celebramos que estos cincuenta años han dado lugar a una fructífera elaboración doctrinaria y jurídica en el ámbito del derecho interno de los países del Hemisferio Occidental y a un desarrollo de las organizaciones independientes de la sociedad civil en la defensa de la dignidad esencial de cada persona.

Desde luego, el medio siglo transcurrido no significa que los derechos humanos tengan plena vigencia hoy en nuestros países. Antes bien, en las décadas de los 70s y 80s tuvimos que sufrir una dura oleada de violaciones masivas y sistemáticas, en la forma de ejecuciones extrajudiciales, desaparición forzada de personas y tortura, que acompañaron tanto a los conflictos armados como a los golpes de estado militares. Hoy mismo, aunque casi todos los gobiernos latinoamericanos y del Caribe surgen de la voluntad popular libremente expresada en elecciones, subsisten violaciones endémicas de los derechos humanos en las cárceles, en la violencia policial, en la existencia de ejércitos privados para dirimir conflictos por la tierra, contra las mujeres, los niños, niñas y adolescentes y en base a la discriminación que sufren los pueblos indígenas, las minorías afroamericanas, entre muchas otras.

Ni siquiera podemos decir que el sistema interamericano de protección supranacional de los derechos, originado en la *Declaración* dictada en Bogotá en 1948, esté firmemente enraizado en las tradiciones jurídicas del continente. En 1998, Trinidad y Tobago denunció la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*, siendo el primer caso de un instrumento multilateral de este tipo que es denunciado en su totalidad por un Estado. Más recientemente, Perú ha intentado retirar su declaración de aceptación de la competencia de la Corte Interamericana para tramitar casos contenciosos y ha pretendido que tal acto surta efectos inmediatos. Además, ha anunciado su decisión de no acatar sentencias de la Corte dictadas con anterioridad a este acto unilateral. Estas desafortunadas e inoportunas decisiones de estos Estados

han desatado un debate duro y apasionado entre los interesados. Aunque en el caso peruano la Corte Interamericana ya ha declarado la invalidez de su retiro, como el tema es sumamente importante, con efectos trascendentes para el futuro del sistema interamericano de protección y para la efectiva vigencia de los derechos humanos en el continente, la RQDI esta dispuesta a dar seguimiento al debate y dedicar un espacio en sus paginas a todos quienes la cuestión interesa y estén dispuestos en hacer conocer su punto de vista científico sobre esta materia crucial.

De todas maneras, ciertos aspectos de la crisis del sistema de protección no están ausentes de estas páginas. El Dr. Gros nos lo recuerda con un comentario sobre el alcance y las limitaciones de las dos Declaraciones, la universal como la regional, a pesar de haber jugado ambas un papel histórico en su momento. El artículo del Secretario Ejecutivo de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Embajador Jorge Taiana, aborda el tema de la promoción. Precisamente, las responsabilidades de la Comisión en esta área han sido objeto de insistencia por parte de algunos representantes de los Estados que preferirían que la Comisión hiciera menos protección. El artículo de Elizabeth Spehar actualiza el estado de un tema que está presente en la OEA desde su creación misma hace 50 años: la democracia como condición de pertenencia de nuestros Estados al organismo regional. Por su parte, el trabajo de Carol Hilling aporta al análisis del status de la *Declaración* en derecho internacional, materia indisolublemente ligada a la eficacia misma del sistema.

Esta edición, sin embargo, pretende abarcar más ampliamente la problemática de nuestra región en punto a los problemas fundamentales de derechos humanos y por eso hemos procurado incluir trabajos relacionados con los temas que hoy ocupan a nuestra disciplina. El legado de violaciones masivas y sistemáticas, y la utilización de subterfugios legales por parte de gobiernos democráticos para eludir la responsabilidad del juzgamiento de tales crímenes, es tal vez un signo de la insuficiencia de nuestras democracias, pero también un terreno donde nuestra sociedad civil ha logrado imponer una agenda de Verdad y Justicia que ayuda a construir un futuro más democrático. El artículo de Rodolfo Mattarollo es una contribución doctrinaria a la ilegalidad de leyes de impunidad. La superación de la impunidad fue, precisamente, uno de los objetivos de la comunidad internacional al buscar fórmulas que permitieran a Centroamérica conseguir la paz con justicia, aun en el contexto de graves violaciones al derecho de la guerra por parte de todos los sectores involucrados en esos conflictos. Pedro Nikken, más que un observador, un actor privilegiado de esos esfuerzos, nos ofrece su visión de cómo hacer efectivos los derechos humanos en tales condiciones.

La lucha por superar las insuficiencias de nuestras democracias es, fundamentalmente, una lucha por hacer imperar el estado de derecho, mediante la creación o el perfeccionamiento de instituciones estatales cuyo papel en la defensa del ciudadano se ha desdibujado completamente. El estudio de Miguel Sarre abarca todos los problemas que sufrimos en este terreno: las fallas de la administración de justicia, la inseguridad ciudadana, el estado calamitoso de nuestras cárceles. El deber de garantía que los Estados contraen al suscribir instrumentos multilaterales de derechos

humanos, se ejerce a través de instituciones que respondan a las necesidades urgentes de la protección nacional de los derechos.

Hemos querido también reflejar el estado de las luchas de sectores menos privilegiados por obtener mejores herramientas para luchar contra la discriminación por razones de género o raciales. Rebecca Cook nos ofrece un estudio de la mejor utilización del sistema interamericano para avanzar en el camino de la igualdad plena de las mujeres y Rodolfo Stavenhagen se ocupa del nuevo derecho indígena y su incorporación tanto a los ordenamientos nacionales como al enriquecimiento de la doctrina universal de los derechos humanos. Por este camino, nuestros pueblos procuran romper el círculo vicioso de la exclusión social y política que, lamentablemente, es la característica principal de la democracia finisecular en América Latina. La vigencia efectiva de los derechos económicos, sociales y culturales es, no parece, un instrumento clave en la lucha contra la exclusión, en la medida en que nos tomemos en serio que se trata efectivamente de derechos y no de meras aspiraciones a cumplir según las modas económicas de turno. En ese sentido, Ligia Bolívar aporta, en este número, su experiencia de varios años en la promoción y protección de los derechos económicos, sociales y culturales desde la óptica de la sociedad civil dentro del marco de una visión del género.

Es un honor por la RQDI el hecho de editar en forma conjunta con el IIDH este número especial conmemorativo. Es también un hito de especial orgullo el hecho que el IIDH, una institución de reputación prestigiosa y reconocida internacionalmente en el campo de la promoción de los derechos humanos por vía de la educación, haya aceptado la invitación extendida por la revista. Por ambas instituciones esta empresa representa un desafío permitiendo explorar avenidas inusitadas. Si para el IIDH este proyecto le ofrece una oportunidad de incursionar en el debate académico sobre las perspectivas futuras de nuestra disciplina, para la RQDI se trata de una ocasión única de iniciar una cooperación institucional fructuosa en el espacio regional, hacia nuevos horizontes.

Con la presente edición, y para concretar esta ventana abierta sobre el espacio regional, la RQDI ha adoptado, como nuestro lector habitual lo podrá constatar, un estilo y formato más flexible de publicación en lo que se refiere a los comentarios y artículos en relación con la temática. Además, para entregar la palabra a interlocutores de primer plano de todo el continente, la RQDI publica por primera vez de su historia en tres idiomas, español, inglés además del suyo de siempre, situación que honra al IIDH.

Tanto RQDI como el IIDH no quisieran terminar sin agradecer en forma calurosa a los colaboradores quienes han generosamente aceptado participar, aún con un preaviso muy corto, con contribuciones de gran calidad entregadas oportunamente. Sin duda, este número especial enriquecerá el debate en toda América.

Con el ánimo de que el lector disfrute tanto este número especial como lo hemos hecho nosotros al trabajar en conjunto, esperamos haber aportado una ventana a la rica experiencia latinoamericana de los últimos cincuenta años, con una mirada

dirigida a los problemas de hoy pero, fundamentalmente, a las soluciones de los próximos cincuenta años para las generaciones futuras.